



Et des rustines

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1997 - N° 972 - décembre 1997 -



Date de mise en ligne : vendredi 2 décembre 2005

Date de parution : décembre 1997

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La réaction des travailleurs est elle aussi, hélas, conservatrice du système. On continue à associer emploi et droits sociaux, à associer emploi et reconnaissance des aptitudes, besoin de travailler et besoin d'avoir un revenu pour vivre. Alors, c'est l'obsession : il faut créer des emplois, on va créer des emplois, "qu'importe pour quoi faire, à n'importe quel prix, pourvu qu'on ait l'emploi". Le gouvernement s'est engagé dans cette voie, et en raclant ses fonds de tiroir il va même créer pour cinq ans quelques emplois utiles. Mais cela ne suffira évidemment pas, même avec une croissance miracle qui relancerait la demande, et même en entreprenant de grands travaux keynésiens, pas souvent compatibles avec le souci écologique.

Voici, en résumé, l'opinion des syndicats et associations de chômeurs recueillie par le journaliste de la revue de la Mutuelle générale de l'équipement, déjà citée :

Dans le dossier qu'elle consacre au travail, la revue reproduit quelques points de vue de militants syndicaux. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ne vont pas très loin.

Ainsi, après avoir déclaré qu'il n'était pas convaincu par les thèses de Rifkin sur la fin du travail, Robert Crémieux (MNCP) réclame « le droit au travail » lequel « est inscrit dans notre constitution » et, subsidiairement, « comme il faut bien manger », « le droit à un revenu d'existence ». Il se dit convaincu qu'une réduction de travail peut créer des emplois à condition qu'elle s'effectue sans réduction de salaire, ce en quoi il est rejoint par Laurent Guilloteau (AC !).

Serge Dufour (CGT) mêle singulièrement contrevérités : « la réduction du temps de travail ne marchera qu'avec de meilleures conditions de travail »... (mais est-ce bien sûr ?) et lieux communs : « Les surcharges de travail, la flexibilité, l'annualisation sont responsables du chômage » (sic).

Pour tous, le travail est incontournable : il est, pour Pierre Khalfa (SUD) : « une valeur centrale de notre société » ; pour, Jean-René Masson (CFDT) : « le vecteur principal, pour ne pas dire exclusif, de l'intégration des individus dans la société ». Mais le pompon revient sans conteste à Marc Blondel (FO) ; pour ce dernier, en effet : « c'est la création d'emplois par le développement de nouvelles activités qu'il faut provoquer. Il n'est plus alors question de la fin du travail salarié ». En clair il faut continuer à créer des petits boulots afin de perpétuer le système et son esclavage salarié...

Bref, on ne voit rien de très nouveau du côté syndical, y compris chez certaines organisations qui sont censées se rapprocher du syndicalisme révolutionnaire.